



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 09 AVRIL 2021

L'an deux mille vingt et un, le neuf avril, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénac, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)

Conseil de Communauté du 9 avril 2021

Délibération n°DCC2021_046

Objet	Bâtiment environnement/garage - Validation du projet phase AVP de réfection de la toiture et intégration de la centrale photovoltaïque
Rapporteur	Chantal SOUDON
Service	Services techniques
Thème	Environnement

Chantal SOUDON donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Au stade AVP deux aspects sont analysés :

L'étude du projet de restructuration de la toiture du bâtiment « environnement /garage » et l'intégration d'une centrale solaire a été confiée au groupement constitué de ARKO architectes et GES. Les études permettent d'arrêter le montant du projet pour :

La partie structure du bâti évaluée à 330 000 € HT

Le coût des travaux estimé à ce stade passe de 205 000 € à 285 000 € HT et prend en compte la forte hausse du prix de l'acier (+30%) constaté depuis le début de l'année et les contraintes d'accessibilité de la toiture dans les zones occupées par les bureaux et vestiaires.

La partie centrale solaire photovoltaïque évaluée à 105 000 € HT

Le projet de centrale solaire d'une puissance initialement retenue à 100 KWc, a été étudié avec différents scénarios en matière de gestion de l'énergie produite, soit en vente totale, soit en autoconsommation.

L'étude sur les conditions d'utilisation de l'énergie produite donne les résultats suivants :

Autoconsommation locale et revente du surplus (coût d'opération estimée : 40 000 € HT)

La solution sans stockage de l'énergie (solution de stockage financièrement inadaptée) a été étudiée avec une puissance de 36 KWc Cette solution compte tenu de la part de consommation diurne potentielle retient une puissance plus faible de 36 KWc plus proche de la part de production estimée consommée soit environ 11 000 KWh. La production résiduelle en surplus de l'ordre de 19 000 Kwh est dans ce cas fournie directement au réseau à un coût actuel proche de 6 centimes d'€ le KWh.

En prenant en compte la réduction des coûts de consommation, les frais de maintenance et le renouvellement théorique des onduleurs au bout d'une dizaine d'années, le temps de retour de cette solution est estimé à 13 ans.

Ce temps de retour ne prend pas en compte la particularité de cette solution qui induit une adéquation entre les flux d'énergie entrant et sortant dans un pas de temps relativement court.

L'hypothèse de la part auto-consommée en local de 11 KWh reste trop aléatoire et induit trop d'incertitude sur le résultat final.

Autoconsommation collective (coût d'opération estimée 105 000 € HT)

La puissance installée de la centrale solaire retenue dans l'étude est de 100 KWc et les bâtiments susceptibles d'être fournis en énergie renouvelables sont l'atelier environnement garage, la Cimenterie, la Maison des services publics et la chaufferie bois

Le suivi de la production et la transmission des données certifiées aux fournisseurs d'énergie concernés par les bâtiments publics retenus est assurés par ENEDIS qui facture ce service supplémentaire dans le cadre du Tarif d'Utilisation du Réseau Public d'Électricité (TURPE).

En prenant en compte la réduction des coûts de consommation, les frais de maintenance, le renouvellement théorique des onduleurs au bout d'une dizaine d'années, le TURPE supplémentaire lié à la gestion des flux de production/consommation, le temps de retour de cette solution est de 15 ans. Cette solution nécessite par ailleurs un suivi et une gestion de facturation sur la base des éléments fournis par ENEDIS.

Pour les mêmes raisons que l'autoconsommation locale, le temps de retour estimé pour cette solution ne prend pas en compte le fait d'une nécessaire adéquation entre les flux d'énergie entrant et sortant,

dans un pas de temps relativement court.

L'hypothèse de la part auto-consommée et la part produite et disponible pour les autres bâtiments reste trop aléatoire et induit trop d'incertitude sur le résultat final.

Ce mode d'autoconsommation collective a été étudié dans le cadre d'une réflexion sur un circuit court de l'énergie mais ne peut s'envisager qu'avec un même maître d'ouvrage et pour des bâtiments distant de moins de 2 kilomètres. Par ailleurs, elle ne peut se concevoir qu'avec des installations en projet.

Une réflexion sur un circuit court de l'énergie renouvelable mettant en réseau les différents installations locales de production d'énergie renouvelable, quelque soit le porteur de projet et qui s'appuierait dans tous les cas sur la structure de réseau ENEDIS, paraîtrait de ce point de vue plus pertinente, mais nécessiterait un élargissement au-delà du territoire communautaire et portage par un opérateur d'énergie.

Revente totale (coût d'opération estimée 105 000 € HT)

La puissance installée de la centrale solaire étudiée est proche de 100 KWc et la revente se fait intégralement au réseau pour un montant de l'ordre de 9,8 cts d'€ le Kwh avec une garantie de rachat de production jusqu'à 20 ans. La production moyenne sur 20 ans est estimée à 85 000 Kwh.

En prenant en compte les frais de maintenance et le renouvellement théorique des onduleurs, au bout d'une dizaine d'années, le temps de retour de cette solution est de 17 ans.

Cette approche est retenue depuis 2008 par la Communauté et permet de garantir une stabilité de l'approche économique sur 20 ans. Les sept installations solaires photovoltaïques de très petites 3 KWc à moyenne puissance 100 KWc (La cimenterie septembre 2016), produisent globalement 156 000 Kwh/an.

En conclusion, il est proposé au conseil de Communauté de retenir, au vu des résultats des études la revente totale de la production. Cette approche présente la solution la plus adaptée y compris dans une démarche de réflexion sur un circuit court de l'énergie renouvelable.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu les études menées au stade AVP et les conclusions présentées dans la présente délibération,

Considérant la réfection de la toiture du bâtiment « environnement/garage » comme une opportunité d'installation d'une nouvelle centrale solaire dans la poursuite du développement des énergies renouvelables,

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 23 mars 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 23 mars 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve le projet de restructuration de la toiture du bâtiment Environnement/Garage pour un montant d'opération au stade d'AVP de 330 000 € HT,

Article 2 : Confirme le portage en maîtrise d'ouvrage de la centrale solaire photovoltaïque par la Communauté,

Article 3 : Approuve le projet d'installation d'une centrale solaire en toiture du bâtiment Environnement/Garage pour une puissance maximum proche de 100 KWc et un montant d'opération au stade d'AVP de 105 000 € HT,

Article 4 : Approuve le principe d'une revente intégrale de l'énergie photovoltaïque à EDF-OA et autorise le président à signer la convention fixant les conditions techniques et financières de rachat par EDF-OA de l'énergie produite par la centrale solaire.

Envoyé en préfecture le 12/04/2021

Reçu en préfecture le 12/04/2021

Affiché le

ID : 029-242900801-20210412-DCC2021_046-DE